

Sud

07/05/2014

Le 27 Mai : Reprenons le pouvoir !

Nul doute que chaque salarié-e des centres d'appels comprend et vit profondément la crise sociale que traverse notre société. Par contre il est clair que cette crise n'a pas la même signification pour un télé-conseiller que pour un patron d'un des grands groupes du secteur.

D'un côté, nous vivons au jour le jour l'augmentation des charges comme le loyer, l'électricité ou encore le prix de la nourriture. Les fins de mois de nos aïeux sont devenues pour nous des débuts de mois et les vacances sont, elles, devenues des paris sur l'avenir et ont imposé des économies durement épargnées sur toute l'année.

Aujourd'hui les négociations dans les entreprises sont souvent bloquées avec pour seule raison... une augmentation hypothétique des salaires au niveau de la branche. Augmentation qui n'arrive jamais ou qui est aussitôt rattrapée par le SMIC. Ce sketch savamment organisé par les patrons est devenu systématique, à croire qu'il y a une entente entre les patrons du secteur pour déterminer le minimum enfin... le maximum du minimum social... Et dans le pire des cas, ils nous poussent sans discontinuer la chansonnette de la crise pour mieux faire passer la pillule et des accords anti-sociaux.

Et pourtant... Ils continuent, eux, à se verser des dividendes, à étendre leurs groupes à travers la planète : Acticall, par exemple, s'implante en Côte d'Ivoire pour y délocaliser Canal + ou au Brésil. Webhelp s'implante au Surinam ou en Afrique du Sud, Armatis LC au Portugal pour Bouygues Telecom. B2S, CCA... présentent des comptes largement positifs avec des millions de bénéfices.

En plus de cette bonne santé financière dont ils jouissent, nos patrons jouent la carte des aides sociales... Avec le crédit d'impôt compétitivité, ce ne sont pas moins de 120 millions d'euros qui devraient arroser nos pauvres patrons (du secteur)... N'oublions pas les aides à la création d'emploi et ce, même si vous venez d'en supprimer plusieurs centaines à quelques kilomètres. Etre patron de centre d'appels c'est aussi avoir droit au RSA... mais pour riche !

Nos défaites font leurs richesses !

Quant à nos acquis sociaux, ils sont peu à peu liquidés depuis des années avec, aussi, comme motif : la crise. Et comme cela fonctionne, tout doit y passer : les pauses (diminution du temps de pause...), le temps de travail de plus en plus annualisé, le niveau de salaire (5 échelons de la grille conventionnelle sont au smic ! Encore un effort et les superviseurs y seront aussi !), la productivité qui ne cesse d'augmenter tuant peu à peu toute idée de faire un travail de qualité et non automatisé... On pourrait ajouter à ce tableau la précarisation des contrats de travail qui ne cesse d'augmenter, histoire de toujours avoir une «variable

d'ajustement» pour faire face à l'instabilité économique. Quant à la prévoyance du secteur, l'accord de branche (prestataire de service) vient d'être dénoncé... ce qui signifie qu'à partir du 31 octobre prochain la prévoyance de la convention collective ne prendra plus en charge les nouveaux sinistres. En clair, cette offensive anti-sociale a pour effet de dégrader les conditions de travail et de vie des salarié-es du secteur. D'ailleurs, nous en arrivons à une situation ubuesque où malgré le taux de chômage, l'absentéisme et le turn over du secteur restent largement au-dessus des moyennes nationales ou du BTP (Bâtiment et travaux publics).

Si si ! C'est possible !

Ensemble nous gagnerons !

La dernière «avancée» de la branche, date d'il y a deux ans suite à une grève unitaire des salarié-es. Ce n'était pas le grand soir, certes, mais il faut admettre que l'appel à un débrayage national avait permis d'obtenir quelques avancées (sans commune mesure avec ce qui serait le minimum nécessaire). Nul doute que si l'intersyndicale avait poussé un peu plus, en appelant par exemple, à un mouvement reconductible, nous aurions pu obtenir beaucoup plus !!!

Aujourd'hui, au vu de la situation de crise pour nos portefeuilles et de la dégradation plus qu'inquiétante des conditions de travail, **Sud**, avec d'autres organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) du secteur, appelle à une journée nationale de débrayage pour rappeler aux patrons que **sans nous ils ne sont rien !**

Nous proposons de porter ensemble l'obtention sans compromis pour toutes et tous de ces cinq revendications d'urgence :

- Une augmentation mensuelle de 100 Euros pour les salaires
- Une pause de 10 secondes minimum entre chaque appel/acte.
- Une clarification sur le temps de pause : 5 mn / heure (payé au taux horaire et considéré comme du temps de travail effectif)
- Carence maladie : 0 jour de perte de salaire
- La renégociation de l'accord formation afin de permettre aux salariés d'améliorer leurs compétences, et de pouvoir ainsi prétendre à un déroulement de carrière.
- L'ouverture immédiate de la négociation « prévoyance » afin de permettre de garantir les accidents de la vie des salariés des centres d'appels, (maladie, invalidité, décès).

Ensemble, le 27 mai en grève !!!

Fédération des activités postales et de télécommunications

<http://www.sudptt.org/centresappels>

sudptt@sudptt.fr
0144621223

